

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 04/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA-U400_2025-06-05_RAPVI_legio-air_MCB_01561modifié
Code AIOT : 0006201061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 18/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 19 mai 2025 de l'atelier acrylates lourds U400/U800 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE

- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold 2 unités de fabrication d'acrylates lourds au sein de l'UO "Acrylates" :

- U400 pour la fabrication d'acrylate de butyle (ABU)
- U800 pour la fabrication d'acrylate de 2-éthylhexyle (AE2OH)

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2023, article 26.I.1.a	Demande d'action corrective	1 mois
5	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
6	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2023, article 26.I.2.b (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Dévésiculeurs	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
9	Eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2	Demande d'action corrective	1 mois
12	Emissions atmosphériques diffuses fugitives	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 9.3 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement ICPE au titre de la rubrique 2921	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article Annexe I (partiel)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Suivi de la concentration en <i>Légionella Pneumophilla</i>	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a (partiel)	Sans objet
7	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c (partiel)	Sans objet
10	Bilan annuel TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-V	Sans objet
11	Bras morts	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12-II-a (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 19 mai 2025 au sein de l'atelier U400 :

- que l'AMR est incomplète et doit être mise à jour (cf. point de contrôle n°3) ;
- que le plan de surveillance et le rapport de suivi hebdomadaire de l'eau du circuit sont incohérents (cf. point de contrôle n°5) ;
- que le dévésiculeur de la cellule B de la TAR UO Acrylates est en mauvais état et que son remplacement est programmé lors des arrêts généraux 2025 (cf. point de contrôle n°8) ;
- que le plan de surveillance et le rapport de suivi hebdomadaire de l'eau d'appoint sont incohérents (cf. point de contrôle n°9) ;
- la nécessité de transmettre des justificatifs (cf. points de contrôle n°2 et 6).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE au titre de la rubrique 2921

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article Annexe I (partiel)				
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE				
Prescription contrôlée :				
Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et statut S E V E S O	Nature de l'installation	Total autorisé p o u r l'établissement
[...]				
2921-1-a	Refroidissement	E	<u>S e c t e u r</u>	178 340 kW

	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW.</p>	E	<p><u>S e c t e u r</u></p> <p><u>Acrylates</u> :</p> <p>1 installation de 110 000 kW</p> <p>[...]</p>	178 340 kW
[...]				

[...]"

Constats :

La tour aéroréfrigérante de l'UO Acrylates (TAR UO Acrylates) est composée de 4 cellules identiques I5101 A/B/C/D reliées à un même circuit de refroidissement.

Lors de la visite du 19 mai 2025, l'exploitant a justifié la puissance thermique évacuée de la TAR UO Acrylates avec le rapport d'essais thermiques de juin 2006 par le fournisseur de la TAR (27,2

MW par cellule soit 108,7 MW pour les 4 cellules).

L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite que les 4 cellules de la TAR UO Acrylates étaient en fonctionnement.

Avec le projet CARAT (autorisé par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-193 du 23 mai 2025 et dont la mise en service est prévue en avril 2026), la puissance thermique évacuée de la TAR UO Acrylates passera à 85 MW, sans changement des installations.

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité d'anticiper au niveau de l'exploitation cette baisse de puissance thermique sans changement des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

"L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et à minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. [...]

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

[...]"

Constats :

Lors de la visite du 19 mai 2025, l'exploitant a présenté la liste des personnes nommément désignées en charge de l'exploitation de la TAR UO Acrylates intégrée à l'analyse méthodique des risques de janvier 2024. Sur les 4 personnes listées, 2 ont été remplacées.

Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a transmis la liste des personnes responsables de la TAR de l'UO Acrylates mise à jour au 19 mai 2025.

Malgré la demande l'inspection des installations classées, l'exploitant n'a pas présenté le jour de la visite ni transmis par courriel le plan de formation des personnels directement ou indirectement impliqués dans l'exploitation de la TAR UO Acrylates. Il a uniquement indiqué que :

- la formation en e-learning "Légionelle" est imposée à l'ensemble des salariés ;
- cette formation a une durée de validité de 5 ans ;
- le suivi de cette formation est assuré par le service ressources humaines qui procède, si besoin, à un rappel au salarié concerné et à sa hiérarchie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois :

- la liste des personnels directement ou indirectement impliqués dans l'exploitation de la TAR UO Acrylates y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation ;
- les justificatifs que tous les personnels directement ou indirectement impliqués dans l'exploitation de la TAR UO Acrylates y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation sont formés au risque légionelles tel que requis par l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susmentionné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Analyse méthodique des risques (AMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2023, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

" Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires

dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."

Constats :

Lors de la visite du 19 mai 2025, l'exploitant a présenté les dernières analyses méthodiques des risques (AMR) :

- 31 mars 2020 ;
- 11 janvier 2022 suite au changement de traiteur d'eau en septembre/octobre 2021 ;
- 2 février 2023 ;
- 30 janvier 2024.

et a indiqué que la prochaine révision de l'AMR aura lieu d'ici juillet 2025.

L'AMR du 30 janvier 2024 de la TAR UO Acrylates est incomplète :

- absence de description de l'installation et de schéma de principe, ses conditions d'aménagement (un seul circuit, 4 cellules A/B/C/D,) ;
- absence de localisation des points critiques, des bras morts de fonctionnement, ...

Par ailleurs, l'AMR du 30 janvier 2024 liste plusieurs actions programmées pour 2024 ou pour les arrêts généraux 2025 :

- remplacement du dévésiculeur de la cellule B en mauvais état ;
- remplacement des éléments de packing endommagés du dévésiculeur C ;
- audit du dispositif de traitement de l'eau de réfrigération ;

<ul style="list-style-type: none"> • amélioration de la signalétique du bac de javel ; • automatisation des traitements anti-tartre et anti-corrosion ; • vérification de la formation des livreurs de produits de traitement aux risques légionelles ; • mise en place d'un marquage au sol permettant de délimiter la zone du port du masque à proximité de la TAR.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 1 mois, l'AMR mise à jour et complétée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Suivi de la concentration en *Legionella Pneumophilla*

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée : <u>article 26.I.3.a (partiel)</u> "La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. [...] Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent."
Constats : Lors de la visite du 19 mai 2025, l'inspection des installations classées a constaté sur la base des résultats sur l'application GIDAF en 2023, 2024 et 2025 (janvier à avril) : <ul style="list-style-type: none"> • la réalisation d'une analyse mensuelle à l'exception de janvier 2025 (2 prélèvements/analyses ont été réalisés en février 2025) ; • que tous les résultats en <i>legionella pneumophila</i> sont inférieurs à 1000 UFC/L.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée : "Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du

circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement. [...]"

Constats :

Lors de la visite du 19 mai 2025, l'exploitant a présenté :

- le manuel d'exploitation de la TAR UO Acrylates du 9 décembre 2024 v3 qui intègre le plan de surveillance de l'eau du circuit de la TAR UO Acrylates ;
- le dernier rapport hebdomadaire du 16 mai 2025.

L'inspection des installations classées a constaté des incohérences entre le plan de surveillance et le rapport hebdomadaire sur les paramètres physico-chimiques et microbiologiques à analyser, les fréquences, les valeurs cible/action/alerte utilisées.

Le traiteur d'eau s'est engagé à mettre à jour ces 2 documents d'ici fin juin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois, pour la TAR de l'UO Acrylates :

- le plan de surveillance mis à jour de l'eau du circuit ;
- le rapport hebdomadaire mis à jour de l'eau du circuit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2023, article 26.I.2.b (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

"L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. [...]

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. [...]"

Constats :

La stratégie de traitement retenue consiste en :

- injection en continu d'un biocide oxydant (eau de javel 48°) QSP : 0,5 mg/L en chlore libre ;
- injection d'un biocide non oxydant (isothiazolone 100 g/m³) en choc mensuel ;
- injection en continu d'un tensio-actif ionique à hauteur de 5 ppm ;
- injection d'un antitartre/anticorrosion (composés organiques phosphorés, inhibiteur Cu, polymères dispersants) à hauteur de 30 ppm.

Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a indiqué :

- que la stratégie de traitement a été développée par le traiteur d'eau au vu :
 - de la variabilité et la qualité de l'eau d'appoint (teneurs élevées et variables en MES et métaux) ;
 - du risque de dépôts favorisant un développement potentiel de biofilm ;
 - de la variabilité du process et donc de l'évaporation ;
 - de la présence d'échangeurs à très faibles vitesses de passage ;
 - de la pollution fréquente du réseau par de l'ammoniaque liée à un autre site à proximité ;
- Arkema réalise une veille sur les traitements alternatifs possibles contre le risque légionelle au niveau du site et du groupe ;
- le traiteur d'eau propose également des axes de progrès ;
- des tests ont été réalisés et continueront d'être réalisés afin de tester des stratégies alternatives.

Malgré la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant n'a pas présenté lors de la visite ou transmis par courriel du 2 juin 2025 :

- la justification que la stratégie de traitement retenue est la moins impactante pour l'environnement ;
- la justification de l'absence de stratégie alternative à la stratégie de traitement retenue utilisant un biocide non oxydant en choc une fois par mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois :

- la justification que la stratégie de traitement retenue est la moins impactant pour l'environnement ;
- la justification de l'absence de stratégie alternative à la stratégie de traitement retenue utilisant un biocide non oxydant en choc une fois par mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles

Prescription contrôlée :

"Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. [...]"

Constats :

Lors de la visite du 19 mai 2025, l'exploitant a indiqué réaliser :

- une désinfection chimique tous les ans ;
- un nettoyage mécanique tous les 2 ans.

Il a présenté les rapports du traiteur d'eau relatif à la désinfection chimique réalisée sur la TAR UO Acrylates du 13 octobre 2023 et celle réalisée le 5 décembre 2024.

Le prochain nettoyage mécanique aura lieu lors des arrêts généraux 2025.

Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a transmis le certification d'attestation des opérations de nettoyage mécanique et chimique de la TAR UO Acrylates (cellules A/B/C/D ; packing, parois, fosse) du 30 septembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dévésiculeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée : "[...] c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet. d) Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation. [...]"
Constats : Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a transmis la date d'installation des dévésiculeurs pour chaque cellule de la TAR UO Acrylates : <ul style="list-style-type: none">• 1979 pour la cellule A ;• 1979 pour la cellule B ;• 2017 pour la cellule C ;• 1991 pour la cellule D. Lors de la visite du 19 mai 2025, l'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none">• l'attestation de conformité du taux d'entraînement inférieur à 0,01 % du dévésiculeur de la cellule C de la TAR UO Acrylates du fournisseur du 20 octobre 2017 ;• l'avis sur l'outil SAP du 12 juin 2023 relatif à la dépose/repose d'un dévésiculeur neuf pour la cellule B de la TAR UO Acrylates. L'exploitant a indiqué que les travaux seraient réalisés lors des arrêts généraux 2025 (soit avant septembre 2025) ;• le rapport de contrôle d'octobre 2023 qui a mis en évidence le bon état des dévésiculeurs A, C et D de la TAR UO Acrylates des défauts visuels sur le dévésiculeur de la cellule B de la TAR UO Acrylates mais l'absence de dégradation significative entre octobre 2021 et octobre 2023 ;• l'AMR du 30 janvier 2024 mentionnant que le dévésiculeur de la cellule B est en mauvais état et que son remplacement n'a pas été réalisé lors des arrêts généraux 2021 et 2023. L'exploitant a indiqué que le contrôle de l'état du dévésiculeur est réalisé tous les 2 ans lors de l'arrêt général (octobre 2021, octobre 2023). Le prochain contrôle sera réalisé lors des arrêts généraux 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois les justificatifs de remplacement du dévésiculeur de la cellule B programmé lors des arrêts généraux 2025 (photographies, compte-rendu d'installation, attestation de conformité du dévésiculeur,...) ;

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Eau d'appoint

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée • Matières en suspension < 10 mg/l. <p>La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place, et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité, dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale."</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 19 mai 2025, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le manuel d'exploitation de la TAR UO Acrylates du 9 décembre 2024 v3 qui intègre le plan de surveillance de l'eau d'appoint de la TAR UO Acrylates fixant : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les paramètres à surveiller (legionella pneumophila, MES) ; ◦ la fréquence (annuelle) ; ◦ les valeurs cibles (< 10 UFC/L ; < 10 mg/L), ◦ les valeurs d'action (> 1000 UFC/L ; > 10 mg/L) ; ◦ les valeurs d'alerte (> 10 000 UFC/L ; > 20 mg/L) ; • les résultats de l'analyse annuelle de l'eau d'appoint du 19 février 2024 (< 100 UFC/L ; MES = 3 mg/L ; germes : 5900 UFC/L) ; • les résultats de l'analyse annuelle de l'eau d'appoint du 5 février 2025 (< 10 UFC/L ; 3 mg/L ; absence d'analyse de germes). <p>L'exploitant et le traiteur d'eau n'ont pas été en mesure d'expliquer pourquoi le paramètre "germes" a été mesuré en 2024 et non mesuré en 2025.</p> <p>Le traiteur d'eau s'est engagé à mettre à jour et transmettre le plan de surveillance de l'eau d'appoint et le rapport de suivi de l'eau d'appoint d'ici fin juin 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 1 mois, le plan de surveillance de l'eau d'appoint mis à jour et le rapport de suivi de l'eau d'appoint mis à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Bilan annuel TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-V
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : <p>"Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ; • les actions correctives prises ou envisagées ; • l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. <p>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N."</p>
Constats : <p>Lors de la visite du 19 mai 2025, l'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la transmission annuelle en avril/mai de chaque année du bilan de l'année n-1 (2022, 2023, 2024) ; • que les bilans annuels 2022, 2023, 2024 comportent les éléments requis à l'exception des dates d'arrêt. Ils indiquent uniquement "fonctionnement toute l'année sauf arrêt pour travaux de maintenance" sans préciser les dates des arrêts et s'il s'agit d'arrêt total ou partiel. <p>Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a transmis les bilans annuels 2023 et 2024 complétés avec les dates précises d'arrêt de la TAR UO Acrylates.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Bras morts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12-II-a (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Prescription contrôlée : <p>"[...]Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. [...]"</p>
Constats :

L'analyse méthodique des risques de janvier 2024 de la TAR UO Acrylates indique :

- l'absence de bras morts de conception ;
- la présence de bras morts de fonctionnement au niveau des pompes de secours qui sont évités par un programme compatibilisant le nombre d'heure d'arrêt et invitant le consoliste à redémarrer les pompes au bout d'une durée pré-définie et la vidange des pompes à l'arrêt.

Lors de la visite du 19 mai 2025, l'inspection des installations classées a constaté sur le système numérique de contrôle commande (SNCC) en salle de contrôle :

- que les 9 pompes P5111A/B/C/D/E/F/G/H/I étaient en fonctionnement ;
- la présence d'un programme de comptabilisation du nombre d'heures d'arrêt d'une pompe conduisant à une alarme en cas d'arrêt d'une même pompe plus de 360 heures consécutives invitant le consoliste à redémarrer la pompe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Emissions atmosphériques diffuses fugitives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 9.3 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 9.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral COV DCAT/BEPE/n°2022-76 du 21 avril 2022

"L'exploitant doit démontrer le respect des valeurs limites par le biais d'un programme de mesures des équipements accessibles (c'est-à-dire ne nécessitant pas de décalorifugeage ou de mise en place d'équipements spécifiques pour accès tels qu'échafaudages, etc.). Pour se faire, il s'appuie sur la version 1 d'avril 2004 ou ses mises à jour ultérieures du guide de l'INERIS « Guide d'application de la méthode d'estimation des émissions fugitives de COV aux équipements et canalisations » référencé INERIS-DRC-03-46333-AIRE-n°0768c-MDu.

Les installations de l'établissement sont réparties selon quatre secteurs. L'ensemble des points d'émission accessibles des installations relevant d'un même secteur sont contrôlés sur une même campagne de mesures et a minima tous les quatre ans.

L'échéance de quatre ans prend effet à partir de :

- [...]
- 2019 pour les unités [...] U400, U800, [...]"

Article 11.4. II (partiel) de l'arrêté préfectoral COV DCAT/BEPE/n°2022-76 du 21 avril 2022

"II.- Les émissions diffuses fugitives sont estimées conformément aux instructions de l'annexe à la circulaire du 29 mars 2004 relative à la réduction des émissions fugitives de composés organiques volatils dans le secteur de la pétrochimie et de la chimie organique.

Afin de s'assurer une représentativité statistique de l'évolution des émissions, la méthode de quantification employée est celle utilisée dans le document intitulé « SCHÉMA DE MAÎTRISE DES ÉMISSIONS DE COV » de l'établissement en date du 26 septembre 2005 référencé 114/2005/L FLT et ses modifications ultérieures notamment « SCHÉMA DE MAÎTRISE DES EMISSIONS » de l'établissement en date du 23 décembre 2015 référencé 087/2015/L FLT. [...]"

Constats :

Le rapport d'une société spécialisée "campagnes de mesure et de réduction des émissions de COV fugitives de COV - Acrylates" du 19 janvier 2024 mentionne :

- qu'aucune source de l'atelier U800 n'a été gérée en 2023 sur les 6508 sources listées dans la base de données ;
- que seules 6 sources inaccessibles de l'atelier U400 ont été gérées en 2023 sur les 6508 sources listées dans la base de données.

Le rapport d'une société spécialisée "campagnes de mesure et de réduction des émissions de COV fugitives de COV - Acrylates" du 10 octobre 2024 mentionne que :

- les mesures sur l'atelier U400/U800 ont été réalisées en janvier/février 2024 ;
 - à l'aide d'analyseurs FID portatifs pour les sources accessibles ;
 - à l'aide d'une caméra infra-rouge pour les sources inaccessibles ;
- les sources d'émissions diffuses fugitives recensées sont : bride, bouchon femelle, fin de ligne, presse-étoupe de vanne manuelle ou automatique,...) ;
- 7060 sources ont été gérées sur l'atelier U400 :
 - la 1ère mesure a porté sur :
 - 1758 sources inaccessibles et n'a mis en évidence aucune fuite supérieure à 500 ppmv ;
 - 5302 sources accessibles et a mis en évidence 12 fuites supérieures à 500 ppmv ;
 - la 2ème mesure (après réparation) a porté sur 14 sources accessibles et a mis en évidence 4 fuites supérieures à 500 ppmv ;
- 4483 sources ont été gérées sur l'atelier U800 :
 - la 1ère mesure a porté sur :
 - 3421 sources accessibles mettant en évidence une fuite supérieure à 500 ppmv au niveau d'une bride ;
 - 1062 sources inaccessibles mettant en évidence aucune fuite supérieure à 500 ppmv ;
 - la 2ème mesure (après réparation) a confirmé la réparation de la fuite.

Les bilans "schéma de maîtrise des émissions de COV" de 2023 et 2024 précisent que :

- la société spécialisée n'a pas pu effectuer 100 % des mesures sur U400 et U800 en 2023. Les mesures se sont donc achevées en début d'année 2024 ;
- toutes les fuites ne peuvent pas être réparées lorsque l'équipement est en fonctionnement. Les interventions sont priorisées et planifiées.

Lors de la visite du 19 mai 2025, l'exploitant a confirmé que la prochaine campagne de mesure des émissions diffuses fugitives au niveau des ateliers U400 et U800 sera réalisée en 2027.

Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a indiqué :

- les actions réalisées sur les 4 points d'émissions diffuses fugitives supérieures à 500 ppmv relevées le 20 février 2024 :
 - avis de serrage pour 3 points ;

- une modification de vanne ;
- de nouvelles mesures ont été réalisées sur ces 4 points en avril 2025 par une société spécialisée et ont mis en évidence que le serrage n'était pas concluant sur un des 4 points ;
- qu'un nouvel avis d'intervention a été émis sur le point présentant des émissions diffuses fugitives supérieures à 500 ppmv ;
- le seuil de 500 ppmv est utilisé sur le site depuis plusieurs années pour hiérarchiser les émissions diffuses fugitives de tous les COV. A noter que le seuil de 500 ppmv est imposé dans le nouvel arrêté ministériel chimie du 4 novembre 2024 uniquement pour les COV CMR de catégorie 1A/1B. L'exploitant a décidé de conserver ce seuil de 500 ppmv pour tous les COV.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois, les justificatifs des actions correctives prises pour le point d'émissions diffuses fugitives supérieures à 500 ppmv.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois